

---

## Pour une histoire critique de la colonisation. Pour un travail de mémoire

Claude Liauzu

### Résumé

Après la parution du numéro d'H&M intitulé " L'héritage colonial Un trou de mémoire l'historien Claude Liauzu revient sur la complexité de l'histoire coloniale et du travail de mémoire, et sur les exigences que le chercheur ou l'enseignant doivent s'imposer en cette matière. Il juge notamment excessives certaines formules des historiens Nicolas Bancel et Pascal Blanchard, également auteurs dudit numéro, qui lui adressent ici une " réponse critique".

---

### Citer ce document / Cite this document :

Liauzu Claude. Pour une histoire critique de la colonisation. Pour un travail de mémoire. In: Hommes et Migrations, n°1231, Mai-juin 2001. Mélanges culturels. pp. 85-89;

doi : <https://doi.org/10.3406/homig.2001.3691>

[https://www.persee.fr/doc/homig\\_1142-852x\\_2001\\_num\\_1231\\_1\\_3691](https://www.persee.fr/doc/homig_1142-852x_2001_num_1231_1_3691)

---

Fichier pdf généré le 27/02/2019

# DÉBAT

## POUR UNE HISTOIRE CRITIQUE DE LA COLONISATION. POUR UN TRAVAIL DE MÉMOIRE

par **Claude Liauzu**, historien, université Paris-VII Denis-Diderot

*Après la parution du numéro d'H&M intitulé "L'héritage colonial. Un trou de mémoire", l'historien Claude Liauzu revient sur la complexité de l'histoire coloniale et du travail de mémoire, et sur les exigences que le chercheur ou l'enseignant doivent s'imposer en cette matière. Il juge notamment excessives certaines formules des historiens Nicolas Bancel et Pascal Blanchard, également auteurs dudit numéro, qui lui adressent ici une "réponse critique".*

À la fin 2000, la presse a consacré une place sans précédent à la torture lors de la guerre d'Algérie. Comment expliquer cette remontée, surprenante, du refoulé d'un passé qui ne passe pas ? S'agit-il d'une escalade dans la guerre des mémoires opposant des protagonistes – minoritaires, mais très actifs (pieds-noirs, harkis, gens d'extrême droite, anticolonialistes, nationalistes algériens...) ? Non, de bien autre chose : nous vivons un tournant dans la façon dont la société française subit, depuis un demi-siècle, ses maux de mémoires. Comme pour Vichy, un besoin de vérité s'affirme. Ce qui est nouveau aussi, c'est le début de reconnaissance officielle de réalités longtemps occultées et recouvertes par le mensonge d'État. Certes, beaucoup reste à faire avant d'obtenir une parole publique claire ; mais pour la première fois, la classe politique, jusqu'au sommet, est contrainte de réagir. Désormais, la guerre a eu lieu, car le Parlement a enfin décidé, en avril 2000, de l'appeler par son nom. La justice, en déboutant Maurice Papon de sa plainte en diffamation contre Jean-Luc Einaudi, a confirmé qu'Octobre 1961 a bien été

un massacre de manifestants désarmés perpétré par la police. Le Premier ministre a souligné la nécessité d'un travail de mémoire, et annoncé à plusieurs reprises – sans résultats tangibles jusqu'ici – une ouverture des archives pour permettre la recherche de la vérité.

L'enjeu est de taille, et les historiens ont leur mot à dire. Ils ont à établir les faits, de façon à contribuer à un consensus minimum sur ceux-ci. C'est là une des conditions permettant à notre société d'assumer de manière cohérente son héritage colonial et de ne pas alimenter la noria des tensions interethniques dans la France actuelle. Il faut savoir gré à *H&M* (n° 1228, novembre-décembre 2000) de participer à cette entreprise, et ce texte a pour objectif de contribuer à un débat qui mériterait d'être prolongé. Débat difficile, tant les pièges sont nombreux.

À cet égard, on ne peut souscrire à certaines formules excessives de Nicolas Bancel et Pascal Blanchard. Peut-on vraiment croire aujourd'hui que "l'écrasant silence qui recouvre l'histoire coloniale se prolonge" (n° cité, p. 80), que "nous

*restons désespérément aveugles aux enjeux contemporains de l'histoire coloniale*" (p. 91) ? De telles affirmations négligent les progrès en cours, et elles traitent par le silence le patient travail de mémoire engagé, pour Octobre 1961 par exemple, dès cette ratonnade, par Paulette Péju (rééditée récemment par La Découverte), Élie Kagan, Jacques Panigel, François Maspero, etc., et poursuivi, depuis quarante ans, par des militants, alors que les universitaires sont souvent arrivés après la bataille. Aussi est-on quelque peu gêné par les références bibliographiques de l'article – qui donnent le sentiment que tout a commencé avec ses auteurs.

Dans le même sens, autant la pseudo-objectivité derrière laquelle se réfugie facilement la profession (oublieuse de l'engagement de Marc Bloch contre *L'étrange défaite* de 1940) doit être soumise à critique, autant le manichéisme et l'anachronisme sont lourds d'effets pervers. Que l'image d'Aragon contre l'exposition coloniale, un "anneau dans le nez de la République", ait fait mouche, que "le poète ait toujours raison", ne doit pas entraîner une confusion des genres. L'historien n'est pas un juge ou un pamphlétaire, insistait aussi le même Marc Bloch dans *Le métier d'historien*.

## RENDRE COMPTE DE LA COMPLEXITÉ

Oui, l'histoire coloniale est semée de génocides et de crimes contre l'humanité ; oui, *Le tour de la France par deux enfants*, livre scolaire emblématique de la III<sup>e</sup> République, a affiché l'image des quatre races, en affirmant que la noire avait

"les bras très longs", et que la "blanche est la plus parfaite" ; oui, un ascendant du footballeur Christian Karembeu a été engagé à Paris pour jouer le rôle du cannibale, en 1931 ! Tout cela doit être rappelé, et cela se fait, mais notre tâche est d'analyser des processus, de les expliquer. Et les historiens – chercheurs et enseignants – ne peuvent

pas ne pas soumettre à critique la notion de "devoir de mémoire", qui véhicule son lot d'ambiguïtés et qui est grosse d'effets pervers. Cela passe par certaines exigences de méthode.

La première est d'essayer de prendre la mesure de la place réelle de la colonisation dans l'histoire de la République, à l'encontre de l'occultation qui a suivi

les décolonisations, sans pour autant céder à la tentation de faire de l'expansion outre-mer la clef de voûte ou la clef universelle de notre histoire. Ce serait une déformation des réalités. Longtemps réticents, parfois hostiles (comme le montre la chute de Jules Ferry en 1885), les partis politiques et le pays profond se sont ralliés progressivement, par paliers (les années 1880-1890, la Première Guerre mondiale, les années trente, la Seconde Guerre).

La "pensée raciale" est ainsi devenue, comme le souligne Hannah Arendt dans *L'impérialisme*, l'une des idéologies européennes dominantes, et elle a profondément imprégné les cultures. Mais comment, et en quoi concrètement ? On manque encore d'études précises. Ce que l'on connaît montre des contrastes qui attendent des explications. Si 89 % des Français disaient en 1949 leur attachement à l'Empire, 28 % seulement pouvaient en citer cinq territoires ! La France n'est pas la Grande-Bretagne : 8 millions de visiteurs à l'Exposition coloniale

***Nous vivons un tournant  
dans la façon dont  
la société française subit  
ses maux de mémoires.  
Avec la guerre d'Algérie,  
comme avec Vichy,  
un besoin de vérité  
s'affirme.***

de Vincennes en 1931 contre 27,5 millions à celle de Wembley en 1924-1925. Il n'y a eu que 500 réfractaires sur plus de deux millions de soldats du contingent pendant la guerre d'Algérie, mais cette guerre a été vécue dans le malaise. Ce qui paraît dominer la société française, ce sont les contradictions : repli sur l'Empire perçu comme le recours contre le déclin de la puissance après la Première Guerre mondiale, mais réticences "cartiéristes" à en payer le prix, susceptibilité nationale exacerbée (Suez, 1956 !) et superficialité d'une culture coloniale faite d'exotisme plus que d'adhésion à l'idée du fardeau de l'homme blanc.

Pour rendre compte de la complexité de ces problèmes, nous devons dépasser les points aveugles de l'histoire coloniale, mais aussi ceux de l'histoire anticolonialiste. Celle-ci s'est trop souvent contentée d'inverser les stéréotypes. Le dernier demi-siècle nous a appris que les victimes pouvaient devenir bourreaux et a mis à mal les histoires saintes de part et d'autre de la Méditerranée. Certes, la violence du colonisé est une réaction à celle de l'ordre colonial, qui a bloqué toute évolution pacifique, mais Aït Ahmed rappelle que la torture a été pratiquée aussi par le FLN<sup>(1)</sup>, et Mohammed Harbi a montré à quel point cette violence a tenu lieu de politique lors de la guerre de libération et après elle. Ce n'est en rien nier la légitimité de la lutte des Algériens que de montrer les racines du système autoritaire qui s'est constitué à travers la guerre. Tout autant que la France, l'Algérie a besoin d'autre chose qu'une histoire falsifiée.

## COMPARER SANS CONFUSION

La rigueur scientifique autant que morale exigent que tous les passés qui ne passent pas soient traités sans complaisance. La fusillade de la rue d'Isly et l'été 1962 à Oran, qui sont des blessures de la mémoire des pieds-noirs, ne doivent pas être abandonnés au fond de commerce

de l'extrême droite. Un peu de comparaison n'est pas inutile. Comment ne pas voir les similitudes entre les guerres communautaires, les conflits interethniques qui jalonnent le pourtour méditerranéen et le drame algérien ? Cela non pour négliger les spécificités de la situation coloniale, mais pour traiter les problèmes à la lumière des autres types d'affrontements. Prouver l'ampleur des crimes contre l'humanité commis sous le drapeau tricolore n'est en rien antinomique avec l'étude d'une autre réalité qui reste lourde de conséquences aujourd'hui, "*la ghettoisation des immigrés résultant de l'action conjuguée du nationalisme algérien et du nationalisme français*"<sup>(2)</sup>. Rappeler le poids de la colonisation sur l'immigration, répéter qu'il n'y a pas d'équivalent au massacre policier d'octobre 1961 dans la tumultueuse histoire des manifestations de rues à Paris, ne doit pas éclipser les caractères originaux d'une histoire de l'immigration, qu'on ne peut confondre avec celle de l'Algérie.

C'est, on le sait, en France que le Mouvement national algérien s'est constitué dès les années vingt. Et la lutte pour l'indépendance y a été particulièrement active. On le sait aussi, le renoncement à la personnalité arabe et musulmane, l'obligation de rompre avec sa communauté, qui étaient les conditions exigées par le pouvoir colonial pour accéder à une nationalité française, accordée au compte-gouttes, ont fait obstacle aux naturalisations. Aussi, devenir français, longtemps après 1962, c'était apostasier et trahir le père. Bien sûr, comme toutes les immigrations, l'immigration algérienne a effectué un travail de deuil et d'éloignement de la patrie d'origine. Mais il faudrait saisir mieux les difficultés des itinéraires et les troubles de mémoires de ces "enfants illégitimes", qui, non reconnus par les deux États,

1)- Cf. *Le Monde*, 27 novembre 2000.

2)- Mohamed Harbi, *Soual*, n° 7, octobre 1987, p. 71.



ne se reconnaissent pas non plus dans leur chronique officielle. D'où leurs oscillations entre les mémoires communautaires, les identités de substitution (les Palestiniens, l'Irak, l'islamisme, la bande, le quartier) et l'anomie. La politique française de l'immigration, qu'elle vise les populations d'origine européenne ou coloniale, est toujours un compromis mal taillé entre la nécessité d'un apport de main-d'œuvre et la tentation de quotas ethniques, entre exclusion et intégration, assimilationnisme et ségrégation, qui a accentué ces brouillages de repères.

## DE L'UNIVERSALISME À LA MONDIALISATION

Ces analogies entre les diverses immigrations montrent que les aspects spécifiques du racisme colonial ne doivent pas être étudiés par comparaison avec les autres formes de racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. On peut souligner, à bon droit, que le racisme colonial n'a pas été soumis à une critique scientifique et politique aussi énergique que l'antisémitisme. Cependant, il est remarquable que, dans leur forme idéologique et politique contemporaine, ces trois types d'attitudes se constituent au même moment – en

particulier à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (affaire Dreyfus, partage du monde par les grandes puissances impérialistes et poussées anti-immigrés). D'où l'intérêt d'en dégager les différences et les éléments communs, les liens avec les mutations de la modernité : révolution industrielle, urbanisation, recomposition de la société autour de l'État-nation, laïcisation et démocratisation de la vie publique, et, dans le même mouvement, expansion outre-mer. Un Jules

Ferry, un Léon Gambetta et une bonne part des fondateurs de la III<sup>e</sup> République ont eu, en effet, un grand projet impérial, étroitement associé à leur programme d'ensemble.

Aussi est-il indispensable de rechercher les adhérences colonialistes de la culture républicaine, et, dans celles-ci, des composantes alimentant le racisme – à condition de situer cette recherche sur une longue durée, car la colonisation, inscrite dans cinq siècles d'histoire, est autrement plus ancienne que Marianne. À condition aussi de définir clairement le terme "républicain". En effet, qui ne l'est pas dans la France de la Belle Époque, de 1914-1918 et des années vingt, sauf d'infimes minorités ? Quel est l'intérêt opératoire d'une notion qui recouvre des politiques et des références idéologiques très différentes ? S'il s'agit de redire qu'une vulgate mêlant un patriotisme teinté de chauvinisme et un sentiment de supériorité du "Blanc", et justifiant privilèges attribués au citoyen sur l'immigré et le colonisé, a dominé les esprits, n'est-ce pas enfoncer une porte ouverte ?

Quant à cultiver les à-peu-près de Pierre-André Taguieff, qui présente Jean-Marie Le Pen

comme une *“excellente illustration du racisme évolutionniste”* de Jules Ferry, voire de Léon Blum (ajoutons, pourquoi pas, de Jaurès ou de Marx, chantre de la destruction de la vieille société indienne...), c'est se situer aux antipodes d'une démarche historique<sup>(3)</sup>. Kateb Yacine, qui contestait l'aliénation imposée par l'école coloniale, n'ignorait pas qu'elle était aussi une ouverture sur l'universalité, qu'on pouvait la prendre au mot de liberté.

Car la contradiction majeure est là : l'Occident a entraîné, à travers la colonisation, la planète entière dans un processus de mondialisation. Ce processus, il l'a interprété en fonction de deux pôles, l'un prônant une conception profondément inégalitaire et conflictuelle des

différences (liée au darwinisme social), l'autre se référant à l'universalisme des Lumières. On peut l'appeler aussi un *“provincialisme de l'universel”*, comme le disait justement Jacques Berque, en ironisant sur l'ethnocentrisme de la culture française et européenne (mais quelle civilisation y a échappé ?). Cet ethnocentrisme explique aussi les possibilités de glissement et de variation entre les aspects émancipateurs de la culture européenne et ses aspects dominateurs, par exemple la prééminence de l'idée de race jusqu'à la chute du nazisme. C'est à partir de l'héritage de notre culture progressiste, soumis à une critique rigoureuse et à un *aggiornamento*, que notre société pourra assumer la mondialisation en cours, les interdépendances grandissantes et la pluralité qui en résulte. ★

3)- Cf. *H&M*, n° 1207, mai-juin 1997, et ma réponse dans le n° 1218, mars-avril 1999.

## UNE RÉPONSE CRITIQUE À CLAUDE LIAUZU

par **Nicolas Bancel** et **Pascal Blanchard**,

Association connaissance de l'histoire de l'Afrique contemporaine (Achac)

Quelques mots pour répondre à l'article de Claude Liauzu, dans lequel il met directement en question les *“formules excessives”* dont nous serions coutumiers. Traitons immédiatement ces quelques points d'achoppement – bien naturels dans le cadre du débat scientifique – pour en venir au fond de l'article. D'une part, l'auteur nous reproche d'avoir écrit que *“l'écrasant silence qui recouvre l'histoire coloniale se prolonge. [Et que] nous restons désespérément aveugles aux enjeux contemporains de l'histoire coloniale”*. Pour fonder la critique de *“l'excès”* de ces formules, Claude Liauzu invoque le débat récent sur la torture en Algérie (le livre

duquel sont extraites les phrases incriminées date de 1998, mais passons...), le travail de longue haleine de *“militants de la mémoire”*, mais aussi la *“prise de conscience”* du Premier ministre quant à la nécessité d'un *“travail de mémoire”* et donc de l'ouverture des archives.

Analysons les deux derniers arguments : presque depuis l'origine de la colonisation, des militants anticolonialistes se sont fait fort de dénoncer l'oppression coloniale, et depuis les indépendances, d'autres militent pour la reconnaissance du fait colonial. C'est incontestable. Malheureusement, tout aussi incontestable est le constat de l'inefficacité sociale – jusqu'à